

NI VICTOIRE, NI DÉFAITE: LE CHAVISME EN CRISE

THOMAS POSADO *

La reconduction d'une majorité législative pour Hugo Chávez, le 26 septembre dernier, s'est accompagnée d'un affaiblissement électoral majeur. Depuis douze ans, le président vénézuélien a pourtant su vaincre toutes les tentatives insurrectionnelles de l'opposition liée aux classes dominantes et créer des programmes sociaux qui ont amélioré notablement les conditions de vie des classes populaires. Toutefois, depuis 2007, le chavisme est en difficulté. La crise économique mondiale et les aléas de la conjoncture internationale ont contribué à altérer les marges de manœuvre du gouvernement. Celui-ci n'a pas réussi à résoudre deux fléaux anciens de la société vénézuélienne: l'insécurité et la corruption. Des politiques internes sont également à l'origine de cet affaiblissement: l'essoufflement des programmes sociaux et l'augmentation de la répression envers les mouvements sociaux sont des causes du divorce croissant entre les classes populaires et le gouvernement.

Le dimanche 26 septembre, les électeurs ont redonné au parti d'Hugo Chávez, le Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV, Partido Socialista Unido de Venezuela), et à ses alliés une majorité nette de 98 députés sur un total de 165. L'opposition, réunie autour de la Table d'Unité Démocratique, obtient de son côté 65 députés. Les deux sièges restants reviennent au petit parti Patrie Pour Tous (*Patria Para Todos*, PPT), qui a rompu avec la coalition chaviste en février dernier. À cette occasion, il s'était présenté comme la seule alternative à la bipolarisation chavisme/opposition. Cette situation révèle un décalage avec l'assemblée sortante, presque totalement acquise au président Chávez. En effet, en 2005, l'opposition, affaiblie par plusieurs échecs successifs, avait décidé de boycotter les élections législatives. En remportant 40% des sièges à l'Assemblée nationale, l'opposition revient dans le jeu

* DOCTORANT EN SCIENCES POLITIQUES (PARIS VIII - IHEAL)

parlementaire, mais semble avoir perdu les élections. Pourtant, les journaux liés à l'élite économique mondiale comme le *Financial Times* londonien ou le *Wall Street Journal* new-yorkais ont parlé de revers pour le président en exercice. À l'inverse, Hugo Chávez se félicite d'une victoire « large et indiscutable ». Défaite ou victoire ?

Obtenir une majorité de trois cinquièmes des sièges ne saurait être qualifié de défaite. Toutefois, l'objectif annoncé de conserver les deux tiers de l'Assemblée nationale n'a pas été atteint. De plus, la comptabilisation des votes nationaux montre que la coalition chaviste n'a pas obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés (48,53 %) - c'est-à-dire à peine plus d'un point que l'opposition organisée au gouvernement (47,17 %). Depuis les élections présidentielles de décembre 2006, la différence a fondu de 26 à 1 point de pourcentage. Il ne convient donc pas davantage de parler de victoire. Nous avons constitué un tableau compilant l'ensemble des élections nationales depuis l'élection présidentielle de 1998. Nous avons délibérément exclu les élections parlementaires et régionales où les personnalités locales pourraient fausser l'évaluation des rapports de forces nationaux.

24

Date des élections	Élection	Votes chavistes	Chavisme (% des exprimés)	Chavisme (% des inscrits)
06-déc-98	Présidentielle	3 673 685	56,2	33,36
25-avr-99	Référendum constituante	3 630 666	87,75	32,94
15-déc-99	Référendum constitutionnel	3 301 475	71,78	30,18
30-juil-00	Présidentielle	3 757 773	59,76	32,06
15-août-04	Référendum révocatoire	5 800 629	59,25	41,32
03-déc-06	Présidentielle	7 309 080	62,85	45,91
02-déc-07	Référendum constitutionnel	4 379 392	49,29	27,34
15-févr-09	Référendum sur l'amendement constitutionnel	6 319 636	54,86	37,69
26-sept-10	Législatives (scrutin par liste)	5 485 471	48,53	30,86

Source : *Consejo Nacional Electoral (CNE)*

L'opposition au président vénézuélien a prétendu avoir remporté les élections en rassemblant 52 % des suffrages. Cette analyse est inexacte et se base sur un amalgame un peu rapide entre les forces d'opposition et les petites organisations politiques, comme le PPT, indépendantes à la fois du chavisme et de l'opposition. Si Hugo Chávez a maintenu scrupuleusement la légalité démocratique, la réforme de la loi électorale en 2009 a permis au gouvernement de disposer d'une majorité plus large que la représentation proportionnelle ne lui aurait accordé. La surreprésentation des États peu peuplés, traditionnellement acquis au chavisme, la surreprésentation des grandes alliances électorales et la modification du contour des circonscriptions électorales ont permis au chavisme d'accroître l'ampleur de sa victoire.

Le PSUV a tenté de centrer la campagne sur la personne du président de la République dont l'image est moins entachée que celle de ses lieutenants. Hugo Chávez a créé, durant la campagne électorale, la « *Cédula del Buen Vivir* », nouveau moyen de redistribution de la rente pétrolière. D'ailleurs, une partie des électeurs chavistes craint que le retour de l'opposition au pouvoir n'ouvre la voie à la disparition des « missions » et des autres programmes sociaux. De son côté, celle-ci s'est réunie autour de la Table de l'Unité Démocratique. Le seul ciment de cette coalition hétérogène est son hostilité résolue au gouvernement d'Hugo Chávez. Elle rassemble, à la fois, les partis social-démocrate (*Acción Democrática*) et démocrate-chrétien (*COPEI*), deux partis qui gouvernaient avant Chávez, et une kyrielle de forces politiques disparates allant d'un petit groupe d'origine maoïste (*Bandera Roja*) qui milite pour le renversement du capitalisme à la droite libérale (*Primero Justicia*).

Peu favorable au débat et à la délibération, la coalition chaviste a fini par repousser les anciens partis partenaires du président. Seuls le Parti Communiste Vénézuélien et des formations marginales comme Tupamaros ou le MEP sont restés alliés au PSUV. Le parti social-démocrate, PODEMOS, a regagné l'opposition en 2007. Le PPT, petit parti de gauche modérée au sein de la coalition chaviste, s'est dissocié du gouvernement au début de l'année 2010, en cherchant à s'appuyer sur le mécontentement des derniers mois. Autour de la figure du populaire gouverneur de l'État régional de Lara, Henri Falcón, le PPT a rassemblé d'autres déçus du chavisme comme la sociologue Margarita López Maya ou le dirigeant syndical Orlando Chirino. Leur campagne fut cependant un échec : les candidats du PPT ont obtenu 3 % des suffrages exprimés, ne dépassant la barre des 5 % que dans leurs trois fiefs régionaux (Guárico, Amazonas, Lara) dans lesquels se concentrent les trois quarts des voix obtenues dans le pays.

Tandis que les zones rurales maintiennent leur confiance envers Chávez et que les classes moyennes aisées et les classes dominantes soutiennent toujours l'opposition, le «peuple des *barrios*» se désaffilie progressivement du chavisme. Par exemple, les deux municipalités les plus populaires de Caracas (Libertador et Sucre), qui avaient voté majoritairement pour Hugo Chávez lors des élections présidentielles de décembre 2006, ont accordé cette fois-ci davantage de suffrages à l'opposition. Même si le président a obtenu une majorité de sièges à l'Assemblée nationale et que l'opposition n'a pas obtenu la majorité ni relative ni absolue des suffrages, la crise du chavisme est profonde. Comment expliquer la désaffection croissante des classes populaires vénézuéliennes envers Hugo Chávez ?

Douze ans de chavisme

26

Pour comprendre la complexité de la situation vénézuélienne, il est nécessaire de revenir quelques décennies en arrière. Hugo Chávez gouverne le Venezuela depuis près de douze ans. L'élection d'Hugo Chávez en 1998 est le résultat d'une crise économique, sociale et politique profonde. Au cours des deux décennies précédant son arrivée au pouvoir, le PIB par habitant diminue de 20 %, les investissements chutent de plus de 40 %, l'inflation multiplie les prix par 9, le secteur informel augmente aux dépens du secteur public. Des données supplémentaires peuvent nous permettre de mieux apprécier l'ampleur de la crise qui prévaut pendant cette période. À prix constants, les revenus sont divisés par trois. La part des salaires dans le revenu national diminue de cinq points. Les inégalités augmentent et toutes les études montrent une augmentation de la pauvreté. Les réformes d'inspiration néo-libérale promues par les gouvernements sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens aggravent les conditions de vie des plus modestes. En février 1989, la vague de révoltes, le *Caracazo*, s'opposant au plan de réformes co-signé avec le FMI, est réprimée, provoquant plus d'un millier de morts. La base sociale du chavisme est majoritairement constituée de ces classes populaires exclues du système politique précédent.

Depuis février 1999, Hugo Chávez dirige le Venezuela. Il a été le premier dirigeant du «virage à gauche» que connaît l'Amérique latine et incarne la fraction la plus polémique et la plus vindicative de celui-ci. Pourtant, lorsqu'il gagne l'élection présidentielle, le 6 décembre 1998, l'élite économique ne lui est pas hostile et avait même financé sa candidature. La Bourse de Caracas salue son accession au pouvoir avec une hausse de 22,22 % et 19,34 % le lendemain et le surlendemain. Il se réclame alors de la Troisième

Voie de Tony Blair. Avec un soutien d'un socle de 30 à 34 % des électeurs inscrits (cf. ci-dessus), il modifie la Constitution. Le texte réaffirme l'appartenance du juteux sous-sol pétrolier à l'État¹. Cela est déjà une rupture avec la politique des gouvernements précédents qui emmenait inexorablement l'entreprise pétrolière, PDVSA, à la privatisation. Les politiques sociales sont limitées: seul le Plan Bolívar 2000 tente d'améliorer les conditions de vie des classes populaires. La capacité non utilisée des forces armées est employée pour aider les communautés locales et améliorer les infrastructures sociales détériorées.

En novembre 2001, Hugo Chávez annonce 49 décrets-lois. Le plus important, celui qui va susciter l'ire de la bureaucratie de PDVSA et du capital transnational, est celui sur les hydrocarbures. Elle prévoit une augmentation des royalties du pétrole, de 16 à 30 % et un renforcement du contrôle de l'État sur l'entreprise pétrolière. Une bataille pour le contrôle de PDVSA commence et va durer plus d'un an. Dans une économie rentière soumise à la « division internationale de la nature »² où le pétrole représente plus de 80 % des exportations, cette bataille est décisive. Qui contrôle PDVSA contrôle le Venezuela. Le 11 avril 2002, un coup d'État renverse Hugo Chávez et le président de l'organisation patronale, *Fedecámaras*, Pedro Carmona, se proclame président vénézuélien. La répression s'abat immédiatement dans les quartiers populaires. Les États-Unis et l'Espagne reconnaissent immédiatement le nouveau gouvernement. Pourtant, Chávez est ramené au pouvoir en 48 heures grâce à la réaction de secteurs des classes populaires et de fractions de l'armée. Il appelle à la réconciliation « Retournez à vos maisons, revenez au calme [...] Je fais un appel à tous les secteurs du pays, à des tables rondes de dialogue national. » À l'exception du président de la centrale syndicale, personne ne sera jugé. Le 31 décembre 2007, un décret est même signé par Hugo Chávez amnistiant les auteurs du coup d'État. Les seules représailles du camp chaviste seront la reprise en main de l'armée où les opposants ont été découverts à la faveur des événements.

Pourtant, l'organisation patronale et la bureaucratie syndicale poursuivent leur stratégie insurrectionnelle. Ils organisent à partir du 9 décembre 2002 une grève générale illimitée pour obtenir la démission d'Hugo Chávez. Cette mobilisation est une combinaison entre une forme de lock-out dans le secteur privé, une grève des

¹ Article 303 de la Constitution de 1999.

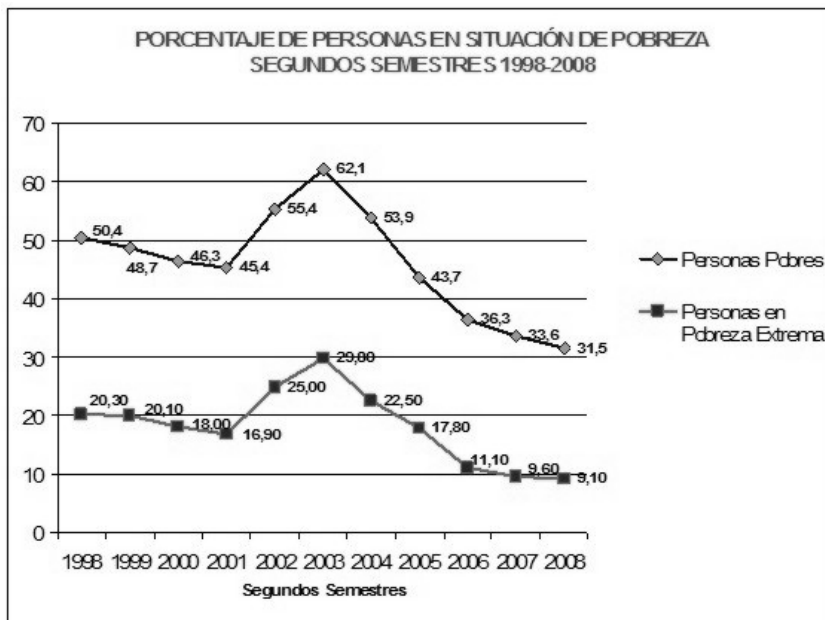
² Fernando Coronil, *El Estado mágico. Naturaleza, dinero y modernidad en Venezuela*, Caracas, Ed. Nueva Sociedad, 2002, p. 33.

cadres de PDVSA et le sabotage de l'industrie pétrolière. Dans la plupart des cas, les travailleurs rouvrent les usines et redémarrent les machines. L'industrie pétrolière est relancée. Un jeune ouvrier de 19 ans témoigne : « Nous sommes plus fiers que jamais. Maintenant, nous avons montré à nos chefs que nous pouvons faire fonctionner cette usine sans eux »³. Certains techniciens de pays de l'OPEP rejoignent le Venezuela. Le gouvernement reprend le contrôle de PDVSA. Sans jamais avoir été déclaré fini, le mouvement s'épuise. Après deux mois de cessation d'activité, plus de 18 000 salariés de PDVSA sont licenciés soit 40 % du personnel et 80 % des cadres. Les conséquences du lock-out sur l'économie vénézuélienne sont désastreuses : le chômage augmente de 15,4 à 20,3 % en quatre mois. Le PIB chute de 27 % au premier semestre 2003. Le coût de la mobilisation insurrectionnelle est estimé à 10 milliards de dollars. Pour la deuxième fois en moins d'un an, les classes populaires font échouer une tentative insurrectionnelle de l'opposition. Hugo Chávez met en place des « missions bolivariennes » permettant de juguler la situation d'urgence sociale, financées par la redistribution de la rente pétrolière. Les conditions de vie des classes populaires s'améliorent par la mise en place de services à la population dans l'éducation (*Misión Robinson, Ribas et Sucre*), la santé (*Misión Barrio Adentro*), l'alimentation (*Casa de Alimentación, Merca!*).

Pour la première fois depuis plus de deux décennies, les indicateurs sociaux et économiques du Venezuela s'améliorent. L'IDH (Indicateur de développement humain) augmente de 0,76 en 2003 à 0,83 en 2007. Le taux de chômage chute de 19,2 % au moment de la grève patronale à moins de 7,5 % au premier semestre 2007, niveau sans précédent depuis 1993. L'amélioration de la situation se retrouve dans l'évaluation de la pauvreté (qui chute de 62,1 à 36,3 % entre le 2^e semestre 2003 et le 2^e semestre 2006) et de l'extrême pauvreté (diminué de 29 à 11,1 % durant la même période), résultats sans précédents depuis 1983, année du *Viernes Negro*, la première dévaluation du bolivar, début de la crise économique vénézuélienne, qui met fin à la libre convertibilité du bolivar et à sa parité fixe avec le dollar.

³ *The New York Times*, 29 décembre 2002.

Pourcentage de personnes en situation de pauvreté et d'extrême pauvreté



Source: Instituto Nacional de Estadística (INE) visible sur <http://www.preavis.net/breche-numerique/article1736.html>

Le salaire réel récupère la baisse de 1999 à 2003. En prenant pour référence le bolivar de 2007, le salaire réel moyen augmente de 958 au moment de la grève patronale à 1549 après l'élection présidentielle de 2006⁴. Le PIB connaît une croissance continue sans précédent au Venezuela depuis plus d'un demi-siècle (18,3% en 2004, 10,3% en 2005, 10,3% en 2006)⁵. Les résultats électoraux traduisent cette amélioration concrète des conditions de vie des Vénézuéliens. Les victoires du chavisme au référendum révocatoire de 2004 ou à l'élection présidentielle sont non seulement larges en pourcentage des électeurs exprimés (respectivement 59,25% et 62,85%) mais aussi en pourcentage des électeurs inscrits. Le socle

⁴ Instituto Nacional de Estadística.

⁵ Banco Central de Venezuela.

de 30 à 34 % des électeurs inscrits s'élargit à plus de 40 % du corps électoral (41,32 % en août 2004 ; 45,91 % en décembre 2006) (cf. tableau ci-dessus).

Le 30 janvier 2005, dans un discours tenu à l'occasion du V^e Forum Social Mondial, Hugo Chávez en appelle à la fondation d'un socialisme du XXI^e siècle. Une nouvelle société plus égalitaire, plus participative, plus démocratique devient le projet de la Révolution Bolivarienne. En 2005, le gouvernement impulse le Conseil Local de Planification Publique (CLPP), première forme de coopération interinstitutionnelle avec des structures constituées de délégués de quartier élus et de représentants officiels. La volonté de créer une société nouvelle est manifeste et les espoirs dans les classes populaires, après deux décennies de dégradation des conditions de vie, sont immenses. Toutefois, ces expériences sont limitées et l'on entrevoit déjà les écueils sur lesquels elles vont échouer. Trois entreprises abandonnées par le patronat sont mises en co-gestion entre l'État et les travailleurs (INVEPAL, INVEVAL, INVETEX). Ce possible modèle d'entreprise de la société nouvelle ne devient pas un exemple aux yeux des travailleurs des entreprises environnantes. Les travailleurs sont minoritaires dans les directions des nouvelles entreprises où ils assument la responsabilité sans le pouvoir. Les coopératives se développent passant de 2 280 en 2002 à 158 917 en 2006. Celles-ci sont ambivalentes : d'une part, elles alimentent les espérances d'une économie « endogène » émancipée de la tutelle des transnationales, d'autre part, elles sont souvent les sous-traitantes d'entreprises plus importantes dérogeant au droit du travail par ce biais. Les expériences de démocratie participative apparaissent à certains égards comme des stratégies de contournement des mairies et des États régionaux. La répression d'État face aux manifestations pacifiques baisse. De 1989 à 1993, une manifestation pacifique sur trois est réprimée. De 1994 à 1999, le rapport est d'une manifestation réprimée sur six manifestations pacifiques. Durant cette période du gouvernement d'Hugo Chávez, cette proportion devient marginale, en deçà des 5 % selon les chiffres de l'ONG, PROVEA. (cf. tableau ci-dessous).

30

La crise du chavisme

Le 6 décembre 2006, Hugo Chávez emporte l'élection présidentielle avec 62,85 % des électeurs exprimés ou 45,91 % des électeurs inscrits, un résultat jamais atteint dans l'histoire du Venezuela. Hugo Chávez lance une vague de nationalisations des secteurs stratégiques en commençant par l'entreprise de télécommunications, CANTV, et l'entreprise d'électricité,

Electricidad de Caracas. Il refuse de renouveler la concession de la principale chaîne de télévision privée, *RCTV*. Il lance une réforme constitutionnelle approfondissant les concessions aux classes populaires mais augmentant surtout les pouvoirs du chef de l'État, lui permettant notamment une réélection illimitée. Ces trois projets majeurs du gouvernement ne susciteront, cependant, pas le même enthousiasme que les *missions*. Ces mesures renforcent le pouvoir du gouvernement mais changent peu les conditions de vie de la population. La vague de nationalisations se poursuit: Banco de Venezuela, SIDOR, Sistema Eléctrico Nueva Esparta, Cerro Negro, Hamaca, Ameriven, Caloi Dación, Complejo Jusepín, Planta Parmalat Machiques, Lácteos Los Andes, Industrias Diana y Palmeras Diana del Lago, CEALCO, Holcim, Lafarge, Termoeléctrica y Campo de gas de Barrancas, Exito, Agroisleña, Fertinitro, Venoco... Depuis 2007, elles ont coûté, selon les chiffres officiels, plus de 8,6 milliards de dollars à l'État en utilisant le matelas de réserves de devises et une part du budget de l'État. Des participations majoritaires ou la totalité de l'entreprise sont achetées, moyennant une indemnisation au prix du marché, au propriétaire qui n'émet généralement pas de réticences à cet achat.

Cet ensemble de mesures est présenté comme la poursuite de la voie vers une société socialiste. Par exemple, le 21 novembre 2009, Hugo Chávez appelle à la création d'une V^e Internationale en clôture d'une rencontre internationale des Partis de Gauche⁶. Pourtant, la population n'a pas vu ses conditions de vie s'améliorer ces dernières années. Cette stagnation a des conséquences politiques directes. La réforme constitutionnelle a été rejetée par une courte majorité d'électeurs même si un nouveau référendum autour de l'unique question de la suppression de la limitation du nombre de mandats permet à Hugo Chávez de se représenter. Le chavisme a gagné une large majorité des régions et des mairies aux élections locales de novembre 2008, mais a perdu les trois États les plus peuplés du pays (Zulia, Carabobo et Miranda) et la mairie de Caracas. Cet affaiblissement électoral général et le divorce croissant avec les

⁶ Les partis au pouvoir à Cuba, en Bolivie, en Équateur, au Salvador, au Nicaragua et au Venezuela évidemment participaient à cette réunion. Côté français, le PCF et le PG ont assisté à l'événement. Le NPA, absent de cette rencontre, a considéré cette annonce comme un « fait suffisamment important pour le souligner » et a répondu « présent » à l'appel du président vénézuélien par la voix de François Sabado. Le projet est aujourd'hui au point mort.

classes populaires sont les symptômes d'une crise du chavisme dont il s'agit de préciser les causes.

Les aléas de la conjoncture internationale ont contribué à affaiblir le gouvernement. Durant l'année 2008, le cours du pétrole a été divisé par trois. La division internationale du travail ayant assigné au Venezuela un rôle de production de matières premières, il est difficile pour le pays de Simón Bolívar de s'émanciper des carcans de l'économie rentière⁷. Par ailleurs, l'ensemble des gouvernements a été affecté par la crise économique mondiale entraînant un ralentissement de la croissance et des difficultés à contracter des crédits publics. L'Amérique latine n'a pas échappé à ces turbulences connaissant une récession globale durant l'année 2009. Le Venezuela, l'un des pays les plus touchés, voit la contraction de son PIB perdurer durant les trois premiers trimestres 2010, malgré une dévaluation de sa monnaie en janvier afin de relancer l'économie.

L'État vénézuélien se présente, depuis plusieurs décennies, comme un « faiseur de miracles qui pouvait transformer sa domination de la nature en source de progrès historique »⁸. Les dictateurs Juan Vicente Gómez et Marcos Pérez Jiménez ou encore Carlos Andrés Pérez, le président social-démocrate des années 70 furent de ces mages-là qui redistribuaient une partie de la rente pétrolière pour maintenir l'ordre social sans construire une économie qui sorte du carcan de la rente pétrolière. Les revenus du pétrole représentent toujours environ un tiers du PIB et plus de la moitié du budget national. Hugo Chávez est-il le dernier avatar de cette longue série ou un dirigeant politique porteur d'un projet de société nouveau à vocation universelle ? La faible diversification de l'économie semble nous faire pencher pour la première hypothèse.

Depuis le début de l'exploitation du pétrole au Venezuela, au début du xx^e siècle, l'oligarchie agraire s'est réorientée vers les activités de commerce urbain et dans le marché immobilier, grâce aux revenus provenant du pétrole. La valeur internationale du bolivar reflétait le poids financier du pétrole dans l'économie. Un bolivar fort, dont la valeur n'est pas en relation avec la productivité du travail interne, fit augmenter le prix des exportations agricoles et élimina sa compétitivité sur le marché mondial, en même temps que diminuait le coût des biens importés, avec lequel se réduisit la production locale et se promurent importations. Hugo Chávez n'a pas réussi à briser cette loi d'airain de l'économie vénézuélienne,

⁷ Fernando Coronil, *op. cit.*, p. 471.

⁸ Fernando Coronil, *op. cit.*, p. 431.

l'autonomie alimentaire est toujours loin d'être atteinte. La réforme agraire, adoptée en 2001, a été peu suivie d'effet jusqu'à ce jour.

Le changement de président des États-Unis complique également la tâche du gouvernement vénézuélien. La notoriété d'Hugo Chávez devait beaucoup à ses diatribes contre George W. Bush. Impliqué dans le coup d'État du 11 avril 2002, belligérant au mépris du droit international et des mobilisations anti-guerre en Irak et en Afghanistan, le président étasunien ne disposait plus de nombreux supporters. Le nouveau président, élu en décembre 2008, Barack Obama, jouit, pour sa part, d'une réputation internationale bien plus consensuelle. Même si sa politique extérieure à l'égard de l'Amérique latine est davantage marquée par la continuité que par la rupture ⁹, la posture offensive d'Hugo Chávez ne parvient pas à obtenir le même écho.

Durant l'année 2009, le phénomène El Niño provoque une sécheresse importante dans le pays. La pluviométrie a été 30 à 60% inférieure, selon les régions. Dans un pays qui dépend à plus de 70% de la production d'énergie hydroélectrique, la sécheresse a aussi un impact énorme sur l'alimentation du réseau. Le niveau du barrage de Gurí a baissé de plus de neuf mètres. Au début de l'année 2010, une longue sécheresse a provoqué des pénuries dans le pays. Une mauvaise maintenance des installations électriques est également en cause. Durant plusieurs mois, l'eau et l'électricité ont été rationnées. Caracas a été épargnée des coupures d'électricité pour des raisons politiques mais pas le reste du pays.

33

Les faiblesses internes du chavisme

Des facteurs internes ont également contribué à la crise du chavisme. Le gouvernement n'a pas réussi à résoudre deux fléaux chroniques de la société vénézuélienne : l'insécurité et la corruption. Ces deux thématiques sont notamment liées à la montée du trafic de drogue dont la dynamique échappe au gouvernement. Le Venezuela est désormais l'État le plus touché d'Amérique latine par la corruption, classé au niveau mondial 164^e sur 178 pays selon l'Indice de Perception de la Corruption de l'ONG, Transparency International ¹⁰. L'opposition utilise ces thématiques avec le même électoralisme que la droite ou l'extrême-droite européenne.

⁹ La reconnaissance par la Maison-Blanche du gouvernement hondurien dont la légitimité est pourtant entachée du coup d'État de juin 2009 en atteste.

¹⁰ http://www.transparence-france.org/e_upload/pdf/cpi2010_table_2010.pdf

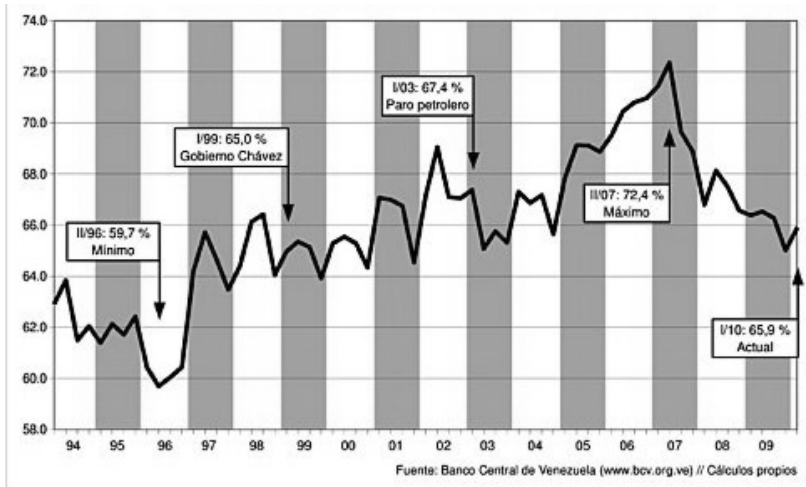
La relation avec la Colombie, dont dépend l'ouverture à la façade Pacifique, est d'une importance géopolitique capitale. L'interpénétration des économies (10% des exportations et 12% des importations vénézuéliennes) et des populations par-delà le Río Arauca nécessite une certaine complémentarité entre les deux pays. Pourtant, les tensions avec le voisin colombien sont cependant récurrentes depuis 1999. Après plusieurs années d'accusations d'exportation de la guerre civile côté vénézuélien et de soutien financier au FARC côté colombien, Caracas a rompu ses relations diplomatiques et commerciales avec Bogota le 22 juillet 2010. L'élection de Juan Manuel Santos à la présidence de la Colombie a permis le rétablissement de celles-ci quelques semaines plus tard. Les deux présidents se sont, depuis, déclarés les « nouveaux meilleurs amis ».

34

La rhétorique anti-impérialiste doit être jugée à l'aune des pratiques en cours. En 2007, les États-Unis absorbaient plus de la moitié des exportations vénézuéliennes (52 %) et lui fournissaient 29 % de ses importations. En outre, le Venezuela est le quatrième fournisseur de pétrole des États-Unis (environ 1,5 million de barils par jour). Comment rompre avec l'impérialisme lorsqu'on maintient le lien commercial avec l'Empire ? Toutefois, le pétrole permet également de développer une diplomatie alternative : vers Cuba, en échange de services (éducation et santé), vers les pays de l'aire Caraïbes par Petrocaribe ou encore par-delà les gouvernements, vers le peuple étasunien via l'entreprise *Citgo*, filiale de PDVSA.

La thématique de la redistribution des richesses émerge à nouveau. D'une part, une « boli-bourgeoisie » dont l'influence grandit au sein du gouvernement se forme. De 2002 à 2005, au moment où les *missions* ont été mises en place, la part des profits dans la distribution des revenus augmente de 38 à 49% pendant que celle des salaires diminue de 33 à 25%, la part restante étant le paiement de la rente et des impôts selon les données de la BCV. La part du secteur privé dans le PIB n'a pas diminué en dix années de gouvernement d'Hugo Chávez : passant de 65% lors de son accession au pouvoir à 65,9% en janvier 2010. D'autre part, le gouvernement n'a pas su maintenir les missions au niveau atteint au cours des années précédentes. De nombreux gaspillages ont été constatés. À titre d'exemple, au printemps 2010, on a découvert 130000 tonnes de nourriture en putréfaction, une quantité qui aurait suffi à alimenter la population vénézuélienne pendant un mois si elle n'avait été détournée par des membres des plus hautes sphères de l'État.

Poids du secteur privé dans le PIB



Source: *Tribuna Popular*, número 178

Le mal-logement constitue également une constante de la société vénézuélienne qu'Hugo Chávez n'a pas su mettre à bas. Après les élections législatives de septembre, de nouvelles promesses ont été faites, plus de 130 000 logements ont été promis. Cependant, les récentes inondations de décembre dernier privent de logement un chiffre presque équivalent de personnes, donnant au problème une acuité supplémentaire.

Le Venezuela constitue un paradoxe où la radicalisation rhétorique ne s'est pas accompagnée d'améliorations conséquentes pour les travailleurs. La diminution de la répression des manifestations pacifiques, tendance forte depuis 1999, s'est arrêtée. Les quatre dernières années (2007, 2008, 2009 et 2010) sont, selon l'organisation non-gouvernementale, PROVEA, les années où les manifestations pacifiques ont été le plus nombreuses depuis l'arrivée d'Hugo Chávez au pouvoir. Ce sont aussi les quatre années où la proportion de manifestations réprimées est la plus forte.

Un phénomène nouveau apparaît : la criminalisation de l'action syndicale. 2 400 personnes sont aujourd'hui soumises au régime de présentation au Tribunal pour participation à une manifestation ou autre activité revendicative. Rubén González est l'un des cas les plus

Durant la période d'octobre à septembre	Nombre de manifestations pacifiques	% de répression de la part des organismes de l'État
1999	805	4,1
2000	1263	4,2
2001	1169	3,6
2002	1141	3,9
2003	1243	2,8
2004	1037	3
2005	1417	1,3
2006	1280	4,5
2007	1521	6,4
2008	1680	4,9
2009	2822	6,3
2010	3315	4,6

36

Source : PROVEA, *Informes annales*

emblématiques de cette dérive. Candidat aux dernières municipales sous l'étiquette du MEP (parti soutenant le processus bolivarien), il arrive en deuxième position avec 29,17% derrière le candidat du PSUV et il est donc élu conseiller municipal. Leader syndical de l'entreprise *Ferrominera*, il dirige une grève d'une quinzaine de jours pour la renégociation de conventions collectives en juin 2009. Il a été emprisonné plus d'un an pour ses activités syndicales. La lutte des travailleurs de Mitsubichi Barcelona illustre également cette attitude ambivalente du gouvernement vénézuélien. La multinationale japonaise exige de ses travailleurs une augmentation de la productivité et le licenciement de 135 personnes. Le 29 janvier 2008, deux travailleurs sont assassinés par la police régionale de l'État d'Anzoátegui dont le gouverneur est inscrit au PSUV. Dans cette région, à la surprise générale, le PSUV a subi une grave défaite aux élections de septembre dernier, n'obtenant qu'un des huit sièges en lice. La principale centrale syndicale chaviste, l'UNT, établit un lien de causalité entre les deux événements ¹¹.

¹¹ <http://www.aporrea.org/endogeno/n167423.html>

Un autre phénomène concourt à cette dégradation de l'atmosphère progressiste des années de l'apogée du chavisme : l'assassinat de dirigeants syndicaux. Depuis 2007, 113 dirigeants syndicaux ont été assassinés ¹². Il est possible de reprocher à l'État de ne pas assurer une sécurité suffisante et de ne pas mener les enquêtes nécessaires pour punir les coupables. En revanche, il serait inexact d'assimiler cette situation avec celle de la Colombie voisine. La responsabilité directe de l'assassinat n'incombe pas au gouvernement. Autre différence de taille, ce ne sont pas, dans la plupart des cas, des politiques répressives contre l'activité des syndicalistes en défense des droits des travailleurs mais davantage la concurrence autour du contrôle des postes de travail principalement dans le secteur de la construction. Il existe, cependant, certains cas où l'assassinat de syndicalistes est lié à la répression de secteurs revendicatifs. Depuis novembre 2008, quatre dirigeants syndicaux de la région industrielle d'Aragua d'un courant syndical revendiquant l'autonomie syndicale vis-à-vis du gouvernement ont été assassinés. Les suspects de ces assassinats sont des dirigeants syndicaux du propre parti d'Hugo Chávez. Le secrétaire à l'organisation du syndicat de Toyota à Cumaná ou le coordinateur de l'UNT dans l'État régional de Barinas, l'État natal d'Hugo Chávez, tous membres du PSUV, ont connu le même sort. Ces assassinats n'ont toujours pas été élucidés. Il ne semble pas y avoir d'efforts particuliers du gouvernement pour, d'une part, rechercher et punir les coupables et, d'autre part, enrayer ce sinistre phénomène.

Le chavisme institutionnalisé

De 1999 à 2003, le chavisme n'avait pas de relais dans les principales institutions du pays. Les principales chaînes de télévision (*RCTV, Globovisión, Venevisión, Televen...*), la principale centrale syndicale (CTV) et la principale fédération patronale (Fedecámaras) co-organisaient, avec la complaisance voire la complicité des États-Unis, un coup d'État dont tout laisse à penser qu'il aurait donné le jour à un pouvoir autoritaire. Il a pourtant su surmonter toutes les épreuves par la mobilisation implacable des classes populaires. Il se retrouve aujourd'hui dans la situation opposée. Le soutien populaire s'est affaibli, le gouvernement maintient son pouvoir par sa présence au sein des institutions et sa capacité à modifier opportunément les lois électorales. La présence du gouvernement dans la sphère médiatique est aujourd'hui non négligeable (*TVES,*

¹² PROVEA, *Informes anuales*.

TeleSur, VTV...) et n'a pas permis une information plus pluraliste. Comme le déclare Pedro Eusse, dirigeant de la tendance syndicale liée au PCV, «Durant la grève à SIDOR, pendant plus d'un mois, aucun média ne parlait de la lutte, ni ceux du processus, ni ceux de l'opposition. Ce n'est que lorsque le président Chávez a décidé de nationaliser l'entreprise qu'ils s'y sont intéressés. Les uns pour dire que c'était bien, les autres pour dire que c'était mal.»¹³

Le gouvernement d'Hugo Chávez a réussi à obtenir la reconduction d'une majorité à l'Assemblée nationale, au prix de manipulations électorales. Toutefois, il a perdu son pari de maintenir une majorité qualifiée des deux tiers, seuil obligatoire pour l'approbation des lois organiques ou des réformes constitutionnelles, et devra nécessairement trouver un terrain d'entente avec une partie de l'opposition. S'il s'agissait d'un gouvernement classique élu dans un contexte de démocratie libérale et représentative avec alternance de partis, nous pourrions évaluer ces résultats électoraux de façon plus positive. En effet, après onze années de gouvernement et en dépit de l'usure du pouvoir, le gouvernement conserve le soutien de la moitié de la population du pays. Cependant, si l'objectif du processus bolivarien reste la transformation de la société dans l'intérêt de la majorité de la population, la lecture est nécessairement différente. Si le gouvernement maintient la perspective d'une société d'émancipation pour les classes populaires, il ne peut se contenter d'une majorité étriquée. Depuis plus d'une décennie, le gouvernement d'Hugo Chávez se maintient au pouvoir grâce au soutien actif des classes populaires en dépit des attaques répétées des élites internes et externes. Sans réorientation drastique du projet politique, ce soutien actif poursuivra son effritement et la crise du chavisme s'accroîtra.

38

Au-delà du Venezuela, l'affaiblissement du gouvernement vénézuélien met la pérennité du «virage à gauche» de l'Amérique latine en question. Après le coup d'État au Honduras en juin 2009, les victoires électorales de la droite au Chili et en Colombie, de grandes incertitudes pèsent sur le devenir de ces gouvernements. De nouvelles mobilisations sociales sont nécessaires, non seulement pour l'avènement d'une société nouvelle mais également pour prévenir le retour de la droite inéluctable dans le cas contraire.

¹³ Entretien avec Pedro Eusse, le 17 février 2010.

Bibliographie

- BAPISTA, Asdrúbal, *Bases cuantitativas de la economía venezolana 1830-2002*, Caracas, Fundación Polar, 2006, 944 p.
- « Venezuela: portrait d'une société au quotidien », *Cahiers des Amériques Latines*, n° 53, Paris, 2006, pp.15-169.
- BRULEZ, Sébastien, ESTEBAN, Fernando, « Le laboratoire du socialisme du XXI^e siècle cherche toujours la formule qui marche », *Inprecor*, n° 564-565, août-septembre 2010, www.inprecor.fr/article-inprecor?id=977
- COMPAGNON, Olivier, REBOTIER, Julien et REVET, Sandrine (sous la direction de), *Le Venezuela au-delà du mythe*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2009, 238 p.
- CORONIL, Fernando, *El Estado Mágico, Naturaleza, dinero y modernidad en Venezuela*, Caracas, Ed. Nueva Sociedad, 2002, 471 p.
- GOTT, Richard, *Hugo Chávez y la revolución bolivariana*, Madrid, Ed. Foca, 2006, 351 p.
- LANDER, Edgardo, « ¿Quién ganó las elecciones parlamentarias en Venezuela? », *Rebelión*, <http://www.rebelion.org/docs/114273.pdf>
- LÓPEZ MAYA, Margarita, *Del Viernes Negro al Referendo Revocatorio*, Caracas, Ed. Alfadil, Colección Hogueras: Venezuela Profunda, 2005, 383 p.
- ORTIZ Jean (sous la direction), *De Bolívar aux libertadors d'aujourd'hui: l'Amérique latine insoumise*, Biarritz, Éd. Atlantica, 2011, 354 p.

